

## A nouvelle donne géoéconomique, nouvelle équation agricole

**Jessica Nardone**

*Stagiaire, Secrétariat général du CIHEAM*

---

L'année 2008 aura été une année de secousses sur le plan agricole et alimentaire, avec en particulier un envol brutal du prix des matières premières agricoles (crise d'agflation). Il n'est pas utile de revenir sur la crise car elle a été maintes fois analysée ailleurs. Cependant, dans un contexte où l'agriculture s'invite à nouveau dans les agendas des Etats et des organisations internationales, il apparaît nécessaire d'évoquer ici certaines données nouvelles de l'équation agricole mises en exergue des communications ou des observations récentes.

### **2008, année de turbulences alimentaires**

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) vient de publier son rapport annuel sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, intitulé « *Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire, menaces et perspectives* ». Ce rapport met en avant un certain nombre de messages clés, faisant notamment le constat que la faim s'aggrave sur la planète. En effet, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté de 80 millions depuis les années 1990, pour atteindre aujourd'hui un total de 923 millions. Cela représente environ 15% de la population mondiale. Avec l'augmentation substantielle du prix des denrées alimentaires en 2007/2008, ce sont pas moins de 75 millions de personnes supplémentaires qui sont venues élargir les rangs de ceux qui ont faim. Depuis 2005, la seule zone Afrique du Nord/Moyen-Orient a ainsi vu croître de 4 millions le nombre de personnes qui souffre de la faim. Dans ce contexte, les personnes les plus touchées par la crise sont les plus vulnérables à savoir les sans-terres et les ménages dirigés par une femme.

Si selon la FAO, les prix élevés des denrées alimentaires représenteraient un atout pour l'agriculture, il convient cependant de souligner que dans la majorité des pays en développement, ces prix élevés n'ont pas contribué à relancer l'agriculture, à cause, en grande partie, du prix croissant des intrants, des déficiences infrastructurelles, ou encore de l'accès trop limité au crédit. D'ailleurs, il est noté dans le rapport que la production a augmenté essentiellement dans les pays développés au cours des derniers mois. La FAO préconise une approche sur deux niveaux, sur le court terme, en débloquent une aide d'urgence ou en mettant en place des mesures qui permettraient au secteur agricole de réagir aux prix élevés, de créer des filets de sécurité et des programmes ciblés de protection sociale, et sur le long terme, en faisant en sorte d'augmenter la productivité des agricultures et en favorisant un meilleur accès aux ressources (eau et terres), aux technologies et infrastructures, au marché et au crédit. Si les cours mondiaux des prix des aliments ont baissé depuis l'été 2008, la FAO rappelle qu'ils demeurent plus élevés actuellement que dans la période précédant la crise de 2007/2008 et qu'il est fort à parier que ces prix resteront élevés dans les années à venir.

### **Biocarburants : la controverse s'épaissit**

Les biocarburants sont apparus ces derniers mois au centre des débats dans le cadre de la crise alimentaire mondiale. Ainsi, la FAO dans son rapport intitulé « la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture en 2008 » (SOFA) a choisi de faire des biocarburants le thème principal. Partant du constat que la production mondiale de biocarburants a plus que triplée entre 2000 et 2007, la FAO s'interroge sur l'impact de cette croissance à la fois sur l'agriculture mondiale, sur la sécurité alimentaire et sur l'environnement. Plusieurs messages clés ressortent du rapport. Tout d'abord, la FAO reconnaît que la croissance de production des biocarburants pose des risques concernant la sécurité alimentaire, mais offre néanmoins des opportunités de développement et de réduction de la pauvreté. De plus, le rôle décisif des politiques publiques sur la place des biocarburants est plusieurs fois souligné et devrait avoir pour objectifs prioritaires la sécurité énergétique (réduction de la dépendance des pays sur le pétrole), le respect de l'environnement (diminution de l'effet de serre) et le développement rural. Cependant, l'impact des biocarburants sur la sécurité énergétique est assez faible, selon les résultats du rapport de la FAO qui prévoient qu'en 2030 les biocarburants représenteront seulement 3 à 4% de la consommation d'énergie mondiale.

De plus, l'impact sur l'environnement est difficile à mesurer. En effet, si l'éthanol produit à partir du maïs aux Etats-Unis est réputé pour être plus polluant (calcul effectué à partir du processus de production et d'utilisation) que celui produit grâce à la canne à sucre par le Brésil, l'analyse n'inclut pas le fait que des milliers d'hectares de forêt sont détruits dans ce pays pour la production de la canne. De plus, la question de la rentabilité des biocarburants est soulevée et la FAO démontre que pour que l'éthanol soit rentable, le prix du pétrole doit être élevé, dès lors, l'augmentation de la production ces dernières années s'explique par des subventions importantes. Enfin, selon la FAO, les biocarburants ne peuvent être tenus pour responsable de l'augmentation des prix des denrées alimentaires dans la mesure où ce sont le riz et le blé qui ont connu les plus fortes augmentations de prix, et qu'elles ne servent pas à fabriquer de l'éthanol. Le rapport conclut que les biocarburants présentent certaines contraintes mais également des opportunités sur le long terme telles que l'augmentation de la productivité agricole dans les pays en développement, avec la mise en place de politiques publiques adaptées.

## Recomposition géographique des échanges commerciaux

Une des conséquences majeures de la crise en cours semble être la recomposition des dynamiques commerciales. Le rapport 2008 de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)<sup>1</sup> indique justement qu'une mutation du commerce des marchandises est en train de s'opérer, se caractérisant d'abord par un ralentissement de la croissance des flux commerciaux en 2007 mais aussi par un basculement de l'économie mondiale vers d'autres centres de gravité tels que l'Asie ou le Brésil pour l'agriculture. En effet, le ralentissement des échanges, qui a touché tous les secteurs, peut s'expliquer par l'augmentation des prix des matières agricoles et non agricoles (pétrole), par la crise économique et financière, ou encore par la dépréciation du dollar par rapport à l'euro.

L'OMC met en avant un point important à savoir que le commerce mondial de marchandises a été ralenti essentiellement par la contraction de la demande des pays industrialisés (les importations américaines sont passées en 2007 à un rythme de 1% par an), mais que le maintien d'un niveau d'échanges importants dans les pays émergents et en développement a permis de limiter la diminution des flux commerciaux. Ainsi, 2007 marque un tournant dans le paysage du commerce mondial avec l'affirmation de la Chine en tant que deuxième exportateur mondial de marchandises, remettant en cause la traditionnelle Triade associant les trois premiers exportateurs (Etats-Unis, Europe, Japon). La Chine occupe désormais la deuxième place avec 11,8% des exportations mondiales, derrière l'UE (16,4 %) et devant les Etats-Unis (11,3%). Du côté des pays exportateurs de produits agricoles et alimentaires, Le Brésil a su s'imposer dans le commerce mondial ces derniers mois et tirer profit de la hausse des cours des matières premières (notamment agricoles). Ce dernier avec une augmentation de ses exportations depuis 2000 de 17% par an en moyenne, est désormais l'un des quatre grands pays exportateurs de produits agricoles et alimentaires (sucre, viande bovine, volaille, soja, café et jus d'orange).

Il est important de souligner également que les puissances émergentes cherchent à diversifier leurs débouchés commerciaux et créer de nouvelles alliances, participant à la définition d'une géographie commerciale en mutation. Ainsi, le Brésil, fort d'un « food power » déterminé à façonner la carte des échanges agricoles de la planète, se tourne de plus en plus vers les pays dits du Sud, notamment les pays arabes, pour écouler ses stocks. D'une façon générale, le Brésil a augmenté de plus de 130% ses échanges commerciaux de produits agricoles entre 2000 et 2005. Si les pays du Sud de la Méditerranée ne sont pas les principaux partenaires commerciaux du Brésil concernant les échanges agricoles, leur part dans ces échanges tend à augmenter très rapidement. Ainsi, l'Egypte a multiplié quasiment par 5 ses importations agro-alimentaires avec le Brésil, entre 2000 et 2005 (total des achats estimé à 500 millions de dollars environ). De plus, les échanges de produits agricoles entre l'Algérie et le Brésil ont connu un taux de variation de 825%, pour atteindre plus de 292 millions de dollars en 2005<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> OMC, Rapport sur le commerce mondial 2008, "Le commerce à l'heure de la mondialisation", novembre 2008.

<sup>2</sup> Source: BrazilTradeNet

La stratégie actuellement développée par le Maroc constitue une autre illustration de cette volonté pour les pays émergents de s'inviter au premier plan des dynamiques géoéconomiques mondiales, à travers l'axe Sud-Sud. En effet, dans le contexte actuel de crise économique mondiale et où les débouchés du Maroc vers l'Europe (principale destination de ses produits) sont menacés, le pays change de stratégie et se tourne vers le Sud pour la conquête de nouveaux marchés. Selon une récente étude de la Direction des études et des prévisions financières, relevant du ministère des Finances, le marché africain est porteur pour les exportations marocaines et les entreprises devraient entamer une stratégie d'implantation sur le continent. On assiste depuis deux ans, au renforcement de la présence marocaine sur le continent. Alors que les investissements marocains ont été multipliés par 9 et ont atteint 374 millions de DH en 2007, les exportations augmentent de 15% par an en moyenne. Le plan de promotion des exportations lancé par le ministère du Commerce extérieur a pour objectif de sortir le Maroc d'une situation difficile, entre une balance commerciale déficitaire et les menaces de récession en Europe. L'Afrique offre des opportunités importantes pour les opérateurs marocains et des accords commerciaux qui prévoient un traitement tarifaire préférentiel ont été signés notamment avec la Guinée, la Mauritanie et le Tchad. Le Maroc cherche alors des stratégies d'adaptation à la demande d'importations de la région en privilégiant la vente de produits à valeur ajoutée, tels que l'automobile ou le textile, ou en offrant son expertise dans les domaines de l'infrastructure portuaire ou autoroutière.

### **Pas d'éclaircie agricole même en cas de déblocage à l'OMC**

Le diagnostic est on ne peut plus clair : dans l'hypothèse où les pays membres de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) parviendraient à un accord sur le volet agricole du cycle de négociations multilatérales commerciales lancé à Doha en 2001, la communauté internationale ne serait pas à l'abri d'une nouvelle crise alimentaire similaire à celle de 2007. C'est Olivier De Schutter, rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, qui y a insisté à plusieurs reprises à Genève le 17 décembre 2008, lors de la présentation à la presse des premières conclusions d'un rapport commandé par l'Organisation des Nations Unies à propos des conséquences des règles en vigueur édictées par l'OMC sur l'agriculture et la sécurité alimentaire mondiale.

Ces règles ont, petit à petit, favorisé dans le monde un petit groupe de producteurs, précisent les auteurs du rapport. Voulant en faire partie, ceux des pays émergents ont souvent été encouragés par les pouvoirs publics à s'investir dans des économies agricoles génératrices de devises, et ce aux dépens des petits producteurs, ce qui rend de plus en plus ces pays « très vulnérables aux fluctuations des prix ». Quant aux pays les moins riches, ils sont contraints d'ouvrir leurs marchés aux importations agricoles pour ne pas entraver les règles du libre-échange et pour pouvoir remédier au déficit chronique dont souffrent leurs productions. Conséquences : les producteurs nationaux sont démunis face à la concurrence internationale souvent déloyale car entachée, entre autres, par les subventions directes et indirectes aux agricultures des pays du Nord.

S'agissant des petits producteurs dans les pays en voie de développement, ils scrutent souvent le ciel en attendant les précipitations. Quand il pleut, ils n'ont pas suffisamment de moyens financiers pour se procurer les semences et les engrais nécessaires. C'est ainsi qu'ils se retrouvent parmi les premières victimes de la famine et de la malnutrition. Selon le rapporteur des Nations Unies chargé du droit à l'alimentation, ces petits producteurs représentent aujourd'hui la moitié des quelques 923 millions de personnes qui ne mangent pas à leur faim sur planète.

Que faut-il faire pour renverser cette tendance ? Le rapport de l'ONU, dont les conclusions seront exposées officiellement en détail au mois de mars 2009, propose plusieurs pistes dont celles qui consistent à inclure le droit de tout individu à s'alimenter dans toutes les négociations commerciales multilatérales et à faire en sorte que les pays en développement se consacrent avant tout aux productions destinées aux marchés locaux, quitte à leur accorder une prime pour les gains que la communauté internationale aura fait en matière de réduction des gaz à effet de serre. Olivier De Schutter a rappelé à cet égard que les coûts environnementaux générés par le modèle agricole productiviste sont colossaux dont une bonne partie est due au transport vers des marchés lointains de produits agricoles destinés à l'exportation.



Le CIHEAM a été créé, à l'initiative conjointe de l'OCDE et du Conseil de l'Europe, le 21 mai 1962.

C'est une organisation intergouvernementale qui réunit aujourd'hui treize Etats membres du bassin méditerranéen (Albanie, Algérie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie et Turquie).

Le CIHEAM se structure autour d'un secrétariat général situé à Paris et de quatre Instituts agronomiques méditerranéens (Bari, Chania, Montpellier et Saragosse).

Avec au cœur de son activité trois missions fondamentales (formation, recherche, coopération), le CIHEAM s'est progressivement imposé comme une référence dans ses domaines d'activité : l'agriculture, l'alimentation et le développement durable des territoires ruraux en Méditerranée.

### **A propos de l'Observatoire du CIHEAM**

L'Observatoire méditerranéen du CIHEAM est Un instrument d'analyse et de débat sur l'agriculture, le monde rural et l'alimentation en Méditerranée.

Les propos tenus dans les notes d'alerte et les notes d'analyse qui y sont publiées engagent la responsabilité de leurs auteurs, et en aucun cas celle du CIHEAM.

**[www.ciheam.org](http://www.ciheam.org)**